

**Décision n° 2022-0927**  
**de la présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques,**  
**des postes et de la distribution de la presse**  
**en date du 27 avril 2022**  
**modifiant une autorisation d’utilisation de fréquences radioélectriques**  
**à la société BOUYGUES TELECOM**  
**pour un réseau ouvert au public du service fixe**  
**sur le territoire national**

La présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l’État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d’utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d’autorisations d’utilisation de fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 4 mai 2021 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2021-2185 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 7 décembre 2021 fixant les conditions d’utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point-à-point coordonnées du service fixe ;

Vu la décision n° 2021-2670 de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse du 19 août 2020 attribuant une autorisation d’utilisation de fréquences radioélectriques à la société BOUYGUES TELECOM pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire national ;

Vu la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2100020/YA du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse du 6 janvier 2021 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société BOUYGUES TELECOM pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire national ;

Vu la décision de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1 et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 de l'Autorité portant délégation de pouvoirs ;

Vu la demande par voie électronique de la société BOUYGUES TELECOM, reçue le 19 avril 2022 ;

**Décide :**

**Article 1.** Les liaisons mentionnées ci-dessous sont modifiées conformément aux annexes 1 à 16 à la présente décision :

- Liaison BY009090 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2100020/YA en date du 6 janvier 2021
- Liaison BY009104 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2100020/YA en date du 6 janvier 2021
- Liaison BY015933 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY015934 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY044231 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY044232 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY044233 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY044234 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY057558 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY057559 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY057560 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY057561 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY057562 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY057563 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY057564 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020
- Liaison BY057565 attribuée par la décision n° ARCEP/DMI/UGF/D2001513/JME en date du 19 août 2020

**Article 2.** La présente décision ne modifie pas la durée initiale d'autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques.

**Article 3.** Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée, avec ses annexes, à la société BOUYGUES TELECOM.

Fait à Paris, le 27 avril 2022,

Pour la Présidente et par délégation

Jean-Luc STEVANIN  
Chef de l'unité gestion des fréquences